DÉCLARATION INTERSYNDICALE DES ALPES-MARITIMES
du 25/11/2026

Monsieur le délégué,

Notre entrevue se déroule dans une situation de crise politique et sociale majeure.
Les très fortes mobilisations du 29 septembre et 5 novembre derniers, ont contraint le Premier ministre à recevoir l'ensemble des syndicats de la Fonction publique le 13 novembre dernier.
L'urgence salariale est au cœur de la colère des agents et agentes publics. Ils et elles attendent des réponses immédiates pour leur pouvoir d'achat : les agents publics ont perdu + de 16% de pouvoir d'achat depuis 2017 ! Avec la hausse du SMIC annoncée pour décembre, ce sont plus d'un million d'agents dont le traitement indiciaire sera sous le SMIC !
Les annonces du Premier ministre lors de la réunion du vendredi 13 novembre concernant la fonction publique ne répondent pas à nos revendications.
En effet, les mesures annoncées par le gouvernement sont très largement insuffisantes : les mesures spécifiques sur les bas de grille n'apporteront pas de pouvoir d'achat en plus, laisseront encore 600 000 agents publics sous le SMIC et tasseront encore plus les grilles.
En refusant de dégeler la valeur du point d'indice, le gouvernement laisse sans réponse structurelle l'urgence salariale, le tassement des carrières et la crise d'attractivité de la Fonction Publique.

L'urgence est, entre autres, à la revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation. L'urgence est à la refonte des grilles indiciaires pour garantir à toutes et à tous des déroulements de carrière. L'urgence est à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. L'urgence est à l'abrogation du jour de carence et du rétablissement de l'indemnisation à 100% des arrêts maladie.
Les premières annonces du budget 2027 promettent **une cure d'austérité de 54 milliards « d'économies ».**
Nous n'avons pas besoin de prendre les paris pour prédire que notre administration sera encore fortement contributrice, si c'est un peu moins en emplois ce le sera en budget.
Pourtant nous tenons à souligner les tensions et la dégradation des conditions de travail dans un grand nombre de services. Les travaux effectués dans le cadre de l'élaboration du DUERP, tout comme les témoignages récurrents des acteurs de prévention, démontrent la perte de sens de leur travail pour un grand nombre de collègues.

Avec près de 36 000 emplois supprimés depuis la création de la DGFiP, notre département se situe toujours en tête du podium. Pourtant vous n'êtes pas sans savoir que la fiscalité de notre département, lieu de villégiature des grandes fortunes du monde et limitrophe de l'Italie et Monaco, mérite que l'on se penche dessus avec assiduité. Nous subissons également la démétropolisation dans les SPF et SIE de Nice.
Nous tenons également à souligner le ras-le-bol dans les brigades de vérification avec un nombre de dossiers important et une pression statistique toujours plus grande.

Sous couvert encore, d'économies budgétaires, les agents des équipes de renfort (EDR) qui exerçaient une vraie mission de renfort et de formation en présentiel au sein de services souvent en grande difficulté, se voient contraints d'exercer leurs missions en télétravail ou en travail à distance 3 jours par semaine…

On constate que la DGFiP paye depuis des années au prix fort la politique continue de suppressions d'emplois dans la fonction publique, ce traitement n'a pas d'équivalent dans le secteur public et cette saignée se poursuit dans l'indifférence générale.

Les conséquences nous les connaissons : des vacances d'emploi sur l'ensemble du territoire, des services en sous effectif permanent, des missions fragilisées quand elles ne sont pas purement et simplement remises en cause et des agents qui tentent au péril de leur santé de continuer à faire en sorte que la maison tienne et une ambiance de travail qui se dégrade de manière dramatique parfois.

Et comme si cela ne suffisait pas, on continue de supprimer des emplois proportionnellement plus dans les structures du terrain; serait-ce pour justifier dans un raisonnement sournois la montée en charge de structures supra départementales ou nationales d'appui ou de soutien qui éradiqueraient à l'avenir les locaux dans un vaste mouvement de reconcentration dissimulé derrière quelques emblématiques mesures de relocalisation ?

Ces suppressions d'emplois constantes n'améliorent pas une charge de travail déjà intenable dans les services territoriaux et génératrice d'un stress, d'un mal-être et d'ambiance de travail de plus en plus pesante.

Pour nous, **casser le thermomètre n'a jamais fait baisser la fièvre** et la dette en emploi est au moins aussi réelle que la dette technologique que la Cour des comptes a mis près de 10 ans à reconnaître.
Et il n'y a pas cinquante solutions : il faut d'urgence revenir à une mesure de la charge réelle de travail, mission par mission, et y adapter le niveau d'emplois. **Il faut rompre avec l'idée qu'on pourrait perpétuellement s'adapter aux moyens qu'on nous donne**.

On ne peut vouloir «en même temps» renforcer la lutte contre la fraude, transférer sans cesse de nouvelles missions sans les emplois correspondants, réussir la transition numérique en plaçant l'intelligence artificielle au service des agents plutôt que la jouer contre eux, renforcer notre rôle de conseil, mettre en œuvre des dispositifs d'assistance d'urgence ou de crise aux entreprises, aux particuliers ou aux collectivités, assurer l'accueil, garantir l'exercice des missions en toute sécurité, prendre toute notre part dans la transition écologique, améliorer une attractivité qui s'étiole dangereusement, endiguer les progrès d'un management toxique qui se nourrit de la pénurie ou améliorer durablement les conditions de travail ***et raboter sans cesse sur les moyens législatifs, budgétaires et humains.***

À l'évidence, il faut d'urgence redonner à l'administration qui permet le financement de l'ensemble des politiques publiques les moyens de continuer à exercer l'intégralité de ses missions qui toutes concourent à une cohésion sociale plus fragile que jamais.

Ces conditions de travail dégradées créent des risques psycho-sociaux, renforcent le mal-être des agents et leur perte d'intérêt pour les missions au quotidien. Ce que nous, OS, constatons régulièrement dans les DUERP et lors des séances de la FS lorsque nous examinons les fiches de signalement.
Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons déjà eu deux services qui ont fait l'objet d'une médiation interne soit de la part de la centrale soit locale. Les fiches de signalement entre collègues ou collègues et hiérarchies sont en forte augmentation. Notre direction locale gère au mieux mais malgré tous les messages nationaux n'a pas les moyens humains et budgétaires pour répondre à la souffrance des collègues.

Ainsi, il ne suffit pas de remercier le professionnalisme des agents une fois par an lors des différents vœux ou dernièrement comme l'a fait le ministre de l'Action et des Comptes publics.
Remerciez-les par des actes : revalorisation de leurs rémunérations, recrutement de personnels sous statut, renforcement de leur sécurité au travail, augmentation des taux de promotion, pérennisation de l'action sociale en maintenant notamment la subvention ministérielle pour les cantines.
Au cas particulier dans les Alpes-Maritimes, nous demandons à bénéficier depuis de nombreuses années de l'indemnité zone zéro au regard de la cherté de la vie dans notre département.

En conclusion, la campagne présidentielle 2027 est lancée et chacun y va de son couplet sur les services publics. Pour beaucoup jamais il n'est question de recruter des fonctionnaires aux Finances publiques, bien au contraire, pour aller récupérer quelques-un des 80 à 100 milliards de fraude fiscale, ni de contrôler un peu plus les successions que nous laissons de côté faute de bras. Jamais il n'est question de modifier la fiscalité à l'encontre des entreprises ou contribuables les plus fortunés, de soumettre les aides aux entreprises, que nous ne chiffrerons plus tellement c'est vertigineux, à des contreparties en matière sociale.

Au regard de l'état de nos services publics, de la politique salariale promise aux agents de l'État et des politiques de recrutement (hors statut de plus en plus fréquemment), **les plus grandes inquiétudes sont de mise pour l'avenir de la DGFiP et surtout de ses agents** (dernier rapport en date sur la refonte des finances locales où les parlementaires proposent que l'État ne tienne plus les comptes des collectivités).

Les représentants des sections Finances Publiques FO, CGT, Solidaires et CFTC/CFE-CGC des Alpes-Maritimes.